

LE JOUR, 1954
27 Avril 1954

A L'USAGE DES PAYS DE LA LIGUE ARABE ELEMENTS D'UNE POLITIQUE ETRANGERE COHERENTE

« Sur la demande du Gouvernement de Bagdad, une aide militaire est accordée à l'Irak par les Etats-Unis ». Pas de traité cependant. Pas d'accord de caractère politique. Mais il va de soi que l'Irak ne sera pas en conflit avec les Etats-Unis quand la défense du monde « occidental » sera en jeu.

La diplomatie a de ces euphémismes et de ces artifices.

Nous louons, pour notre part, et le Gouvernement de Bagdad et l'Ambassadeur des Etats-Unis en Irak pour avoir mené à bien une négociation amorcée, nous dit-on, « depuis plus d'un an ». Nous nous en doutions bien. Nous déplorons seulement que les ministères des Affaires étrangères des pays arabes soient les derniers informés de ce qui se passe dans les pays arabes eux-mêmes. Cela révèle la pauvreté de leur organisation et le caractère superficiel et simplement protocolaire de leur activité.

L'importance de la décision de Bagdad, sur le plan arabe, consiste en ceci que l'Irak a fait cavalier seul. Il s'est affranchi du complexe d'une solidarité illusoire et des exigences, assez égoïstes disons-le, du Gouvernement du Caire.

Nous ne contestons pas la primauté de l'Egypte, sur le plan arabe méditerranéen, mais c'est une primauté « inter pares » qui ne doit pas devenir une tutelle.

De tous les pays de la Ligue arabe, le Liban est celui dont les intérêts sont liés le plus intimement, depuis toujours, à ceux de l'Egypte. Cela ne veut pas dire que l'Egypte puisse orienter, à sa guise, notre politique étrangère.

Ce que l'Irak a fait a ceci d'important qu'il libère psychologiquement et moralement les autres pays de la Ligue. Il faut qu'on comprenne cela chez nous.

Cela conduit à une deuxième considération, plus importante encore : l'Irak se comporte, depuis le voyage royal de Karachi surtout, en pays du Moyen-Orient. Cela est naturel et conforme à la géographie et au destin de l'Irak, mais cela montre jusqu'à l'évidence, la nécessité de deux politiques étrangères arabes, AU MOINS : une politique étrangère « moyen-orientale » pour l'Irak, l'Arabie Séoudite, le Yemen (et peut-être par nécessité la Jordanie) et une politique étrangère « méditerranéenne » pour l'Egypte, la Syrie et le Liban, en liaison avec l'ensemble du Proche-Orient.

Là-dessus, on peut concevoir que tous ces pays bénéficient d'une aide militaire des Etats-Unis, au même titre que tant d'autres pays du reste du monde ; mais une telle aide n'implique pas l'orientation de tous vers le Pakistan et l'Indonésie ; ce qui serait pour les Méditerranéens une folie.

Ces choses sont-elles devenues assez claires pour inspirer des attitudes plus raisonnables et logiques ? Nous l'espérons beaucoup.

Nous devons avoir les relations les plus cordiales avec Karachi, Dacca, Djakarta et les capitales les plus exotiques di monde ; mais cela ne justifie pas que nous nous livrions aux excentricités d'une politique qui nous entraînerait , nous Méditerranéens, jusqu'à nous noyer dans l'océan Indien. Les Arabes musulmans eux-mêmes, doivent se souvenir qu'ils ne sont, dans la meilleure des hypothèses, que la huitième partie de l'Islam universel.

Que deviendraient l'arabisme, « al-ourouba » et ses gloires s'ils se perdaient dans les masses grouillantes de l'Asie ?

L'Irak en faisant une politique arabe conforme aux circonstances de lieu et de temps, a montré à chacun des autres pays de la Ligue arabe, sa voie.

Que ceux qui ont la charge de notre politique étrangère soient bien attentifs à cela !